

Montreuil

à gauche

Journal d'opinion
des citoyens montreuillois
Numéro 4 • Octobre 2009



Tribune

220 ans après la Révolution Française et en particulier la nuit du 4 août 1789 où fut votée l'abolition des privilèges et la promotion de l'égalité

entre les Hommes, l'histoire se répète mais à l'envers. Finie la répartition des richesses, c'est le retour d'une politique de classe bénéficiant aux plus riches. Cela a commencé dès le soir de l'élection de N. SARKOZY par un dîner entre amis au Fouquet's, cela s'est prolongé avec une croisière de luxe sur le yacht d'un ami milliardaire ; cela s'est concrétisé surtout par la mise en place du bouclier fiscal qui permet aux 1 000 plus gros contribuables de se faire rembourser par l'Etat l'équivalent de 30 années de smic.

À l'autre bout de l'échelle, il y a les autres, vous, nous, pour qui les effets de la crise se répercutent plus lourdement que pour d'autres sur notre quotidien et notre pouvoir d'achat.

Dans ce contexte, la gauche a une responsabilité particulière, celle de se battre pour la création d'une société plus juste, revenant aux principes d'égalité entre les Hommes, de redistribution des richesses et promouvant des politiques sociales fortes et bénéficiant à tous et en particulier à ceux qui en ont le plus besoin.

À Montreuil, nous resterons de ce combat-là, en veillant par exemple au devenir du Centre Communal d'Action Sociale et de l'aide à domicile ou encore en demandant une nouvelle fois à la majorité conduite par Dominique VOYNET la non application de l'extension du surloyer pour les locataires de nos HLM : une mesure nécessaire pour ne pas créer une nouvelle source d'exclusion. Il est plus que jamais nécessaire de maintenir une politique sociale offensive, c'est possible, avec de la volonté politique !

GAYLORD LE CHEQUER

**Secrétaire général du Comité
des Citoyens Montreuillois**

**Conseiller municipal
Groupe Gauche Unie et Citoyenne**

Informations pratiques

Pour nous contacter :
Groupe Gauche Unie et Citoyenne
45, rue du Capitaine Dreyfus,
93100 Montreuil

Tél > 01 49 88 72 40
Fax > 01 48 59 26 52
www.montreuilagauche.org

Cœur de ville, Oh Miracle ! Le chantier repart et la ville n'a pas fait banqueroute !

Rien n'arrête un projet quand sa pertinence est partagée. Même si l'appellation change, personne n'est dupe. Le dossier initié en 1993 et configuré par Alvaro SIZA, architecte titulaire du grand prix national de l'urbanisme en 2005, va se concrétiser après 18 mois de tergiversations et de mauvaise foi.



Souvenez-vous l'avalanche de critiques durant la campagne électorale des municipales de 2008 contre les commerces, le transfert du cinéma Méliès, les logements pour jeunes, les arrêts de bus, etc.

Rien de bon aux yeux des colistiers de « Montreuil Vraiment », au point que Manuel MARTINEZ désormais adjoint à l'urbanisme, avait voté contre l'implantation d'un supermarché lors de la commission départementale de l'urbanisme. « Le cœur de ville : une idée ruineuse pour les finances de la ville déjà au bord de la faillite ! » clamaient les nouveaux élus à qui voulait les entendre.

Oh Miracle ! Le chantier repart et la ville n'a pas fait banqueroute !

Un cinéma avec 6 salles, du logement pour les jeunes, 4 000 m² de supermarché, 30 magasins. Que de temps et donc d'argent perdus pour en arriver là !

Soyons objectifs : l'aménagement d'une zone logistique pour la desserte des commerces est plutôt pertinent. Pour les autres « améliorations », plutôt des questions :

- ❖ 120 logements au lieu de 60 en élevant les constructions d'un étage et en annulant sans concertation la venue de l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse (l'OFAJ).
- ❖ une crèche de 60 places sur le toit des commerces. Outre la localisation avec une accessibilité problématique, cet équipement annule-t-il celui prévu rue de Vitry ?

Outre la satisfaction de voir les travaux repartir, et dont la fin est annoncée pour 2013, nous suggérons à ce stade de réalisation :

- ❖ d'améliorer la continuité entre les commerces de la rue Dreyfus et ceux de la future rue piétonne programmée avenue Wilson ;
- ❖ de relancer le dossier d'implantation d'une galerie d'expositions pour les artistes montreuillois initialement prévue rue de l'Eglise ;
- ❖ de prévoir une vraie médiathèque à proximité du nouveau Méliès et ainsi libérer les locaux de l'actuelle bibliothèque Robert Desnos pour procéder à une profonde rénovation des écoles Diderot pour l'accueil des enfants du Centre ville.

La morale de cette histoire est qu'une fois de plus les polémiques et les mensonges ne servent pas la cause des Montreuillois.

LES ÉLUS DU GROUPE **Gauche unie**
GAUCHE UNIE ET CITOYENNE et citoyenne

En bref

OPHM et surloyers suite...

Si Mme VOYNET, Présidente de l'Office Hlm de Montreuil avait été au congrès HLM de l'Union Sociale pour l'Habitat le 17 septembre, elle aurait pu écouter Stéphane PEU, Président de l'Office Public Plaine Commune Habitat et maire de Saint-Denis.

Soucieux de conserver la mixité sociale de son parc de logements sociaux et de ne pas pénaliser ses locataires, M. PEU n'a pas appliqué le nouveau barème de surloyer au 1^{er} janvier 2009.

Montreuil a fait l'inverse, les locataires de l'Office ont pu le constater, parfois sévèrement. Dans sa récente déclaration, M. PEU a confirmé qu'il prendrait la même décision en 2010. Voici, pour nous, ce qu'est une vraie politique de gauche dans le domaine du logement social.

Il est indispensable de prendre les mesures nécessaires pour que les locataires ne soient pas confrontés à des augmentations de loyers disproportionnées qui auraient pour effet immédiat de contraindre bon nombre à quitter le parc HLM. Si seulement madame VOYNET et son vice-président Daniel MOSMANT s'inspiraient de ce qui se fait de mieux... à gauche !

Taxe carbone : une nouvelle arnaque !

Une fois de plus, Nicolas SARKOZY qui se veut l'artisan de la baisse des impôts sur le revenu, se fait le champion de la hausse des prélèvements indirects. La « taxe carbone » en est la dernière illustration. Au motif de lutter contre le réchauffement climatique, qui est un vrai enjeu, il veut frapper de manière injuste et inefficace le contribuable.

Injuste car industriels et particuliers seraient taxés au même niveau, sans tenir compte des revenus pas plus que leur responsabilité dans l'ampleur de la pollution.

Inefficace car cette nouvelle taxe reprend le principe du « pollueur-payeur » dont on sait désormais les limites et la perversité. Cette taxe viendra une fois de plus, frapper les ménages les plus modestes (on estime à 300 € par an le montant de ce nouvel impôt), alors que, dans le même temps, le gouvernement réduit la capacité de la SNCF pour le fret ferroviaire et qu'il utilise les 35 milliards de la TIPP (taxe sur le gasoil ou l'essence) pour compenser les gâchis financiers. Oui, il est possible de conjuguer fiscalité écologique et justice sociale !

- ❖ En accroissant le développement des énergies renouvelables ;
- ❖ En aidant significativement les familles pour tout investissement dans les économies d'énergie ;
- ❖ En privilégiant le ferroutage et les transports en commun ;
- ❖ En restaurant une réelle progressivité de l'impôt et son calcul sur des bases plus équitables.



A tout cela la droite préfère supprimer la taxe professionnelle et piocher dans la poche des automobilistes.

Une fiscalité écologique punitive comme la veut SARKOZY, risque fort de jeter le discrédit sur tous ceux qui luttent pour un développement « soutenable ».

FAROUK AMRI
Membre du bureau du CCM

Personnel Communal

Vague de départs et de démissions : cela commence à faire beaucoup !

Pas une semaine ne passe à la mairie de Montreuil sans que ne se tiennent des pots de départs d'agents qui ne sont pourtant pas en âge de partir à la retraite. Un cycle souvent normal lié à la mobilité dans la fonction publique, mais qui a pris, à Montreuil, une dimension particulièrement inquiétante et qui ne nous semble pas être en totale déconnexion avec le profond malaise que nous percevons dans l'administration communale.

Nous avons alerté Dominique VOYNET et son adjoint au personnel à de nombreuses reprises, en séance du Conseil municipal, au sein du Comité Technique Paritaire, par courriers. A chacune de nos initiatives, nos remarques ont été balayées d'un revers de main qualifiant nos interventions de polémiques.

Dans le courant de l'été, plusieurs centaines d'agents communaux, de toutes catégories, ont adressé une lettre ouverte confirmant l'existence de ce malaise : manque de considération, absence de cadre politique clair permettant aux agents de la ville d'assurer leurs missions de service public dans les meilleures conditions, dialogue social parfois méprisant ou contradictoire entre les annonces et décisions de la maire et la réalité des orientations données par des adjoints eux-mêmes déboussolés, un cabinet de la maire interventionniste et une direction générale sans capitaine à la barre.

Rien ne va plus, aux dernières nouvelles la directrice du personnel nouvellement embauchée a elle-même jeté l'éponge, celle de l'ENMD également ! Il ne manquerait plus que soit prochainement annoncé le départ du directeur général des services et ce serait la cerise sur le gâteau !

Le Comité des Citoyens Montreuillois à la Fête de l'Humana



Quelle école aujourd'hui pour préparer l'avenir des jeunes demain ? Tel était le titre du débat organisé à la Fête de l'Humanité par la section de Montreuil du Parti Communiste Français avec la participation de représentants, du Parti Communiste Français, du Parti de Gauche, de la Gauche Unitaire (ex NPA), de la FCPE et du sociologue S. BONNÉRY. Le Comité des Citoyens Montreuillois était, lui, représenté par Danièle CREACHCADEC, membre du bureau et également conseillère municipale.

A l'instar des autres services publics, l'Éducation nationale voit aujourd'hui ses moyens régulièrement réduits. Cela s'accompagne d'une mutation idéologique profonde qui touche tout le système de la maternelle à l'université. Il s'agit comme l'a dit S. BONNÉRY de rompre avec une conception de l'école comme service public d'éducation nationale avec le même objectif pour tous. Objectif d'égalité, de culture commune entre tous les citoyens du pays.

En ce qui concerne l'école maternelle, il y a un vrai risque à la voir sortir du système éducatif, remplacée par la mise en place de « jardins d'éveil » payants et sans garantie quant à la formation du personnel et des contenus dispensés.

Pour l'enseignement élémentaire on assiste à la mise en place de nouveaux programmes aux contenus plus denses, tout en supprimant les cours le samedi matin, réduisant ainsi les temps d'enseignement communs à tous les élèves. Il s'agit par là même de faire avaler aux enseignants et aux parents d'élèves la pilule amère de la suppression des postes d'enseignants spécialisés auprès des élèves en difficulté (RASED) en remplaçant leur action par des temps d'aide personnalisée réalisés par les enseignants des classes sur les heures récupérées du samedi matin.

La formation professionnelle des enseignants n'est pas épargnée non plus puisqu'en supprimant les IUFM on supprime de fait la formation de "terrain" des futurs professeurs d'école mais aussi la formation continue des maîtres en poste.

Pour la réforme des collèges et des lycées on assiste là encore à la réduction des tronc communs en terme d'horaires et de contenus au profit de parcours individualisés sur fond de réductions drastiques de postes d'enseignants et de suppression de la carte scolaire.

On le voit à tous les échelons, l'État se désengage massivement de l'Éducation.

Notre système économique basé sur le profit et la rentabilité veut se doter d'un système éducatif utile c'est-à-dire capable de produire « la main d'œuvre » dont il a besoin en nombre et en qualité de qualification.

Cela conduit inévitablement à des stratégies élitistes qui pénalisent bien-sûr les enfants des classes populaires.

On le voit bien : s'interroger sur l'avenir de l'école, c'est aussi poser la question du devenir de notre société. Projet Politique pour l'École et conception de la société sont indissociables.

Mais l'école républicaine a aussi pour mission de former des citoyens « instruits et cultivés », et l'institution scolaire n'échappe pas non plus au désengagement culturel ambiant. L'école publique, pilier de notre république, en a toujours accompagné les évolutions.

On le voit bien : s'interroger sur l'avenir de l'école, c'est aussi poser la question du devenir de notre société. Projet Politique pour l'École et conception de la société sont indissociables.

DANIÈLE CREACHCADEC
Membre du bureau du CCM
conseillère municipale



Un cimetière à l'abandon !

Tout au long de l'été, de très nombreux habitants ont manifesté leur vif mécontentement face à ce qui a pu être légitimement ressenti comme un manque de respect de la part de la municipalité à l'égard des défunts et de leurs familles.

Aux Montreuillois qui l'ont interpellé sur le sujet, Jean-Pierre BRARD leur a répondu que "ce qui est en cause n'est bien évidemment pas l'investissement des agents du cimetière qui accomplissent leur travail avec beaucoup de conscience professionnelle. En fait, la nouvelle municipalité – sous prétexte de protection de l'environnement – laisse pousser les herbes folles et interdit l'utilisation de produits phytosanitaires qui permettraient de remettre le cimetière dans un état convenable. Hélas l'entêtement municipal s'est traduit jusqu'à présent par le refus d'entendre la protestation des Montreuillois.

S'il est pertinent de réduire l'utilisation des produits phytosanitaires, il faut trouver des produits de substitution et en attendant, quand ce n'est pas possible, de continuer à utiliser avec modération des produits capables d'éradiquer les herbes folles, en particulier dans un lieu aussi important que le cimetière."



POUR SOUTENIR LA PUBLICATION DE CE JOURNAL, VOUS POUVEZ NOUS ADRESSER VOS DONNS, PAR CHÈQUE, À L'ORDRE DE

**"Association de financement du CCM",
CCM, 45, rue du Capitaine Dreyfus,
93100 Montreuil**

Contactez "Montreuil à gauche"
☛ montreuil-agauche@orange.fr

Pour la Poste le 3 octobre, tout Montreuil se mobilise

Le Comité des Citoyens Montreuillois et ses adhérents ont répondu présents pour la consultation nationale qui s'organise dans toute la France concernant le projet gouvernemental de changement de statut du service public de la Poste. A cette occasion, nous avons recueilli l'avis de Arlette Saint Avit, responsable CGT à la Poste de Montreuil.

MAG : le 29 juillet, le Conseil des Ministres a adopté un projet de loi prévoyant le changement de statut de la Poste en Société Anonyme à capitaux publics. Quelle analyse la CGT fait-elle de cette perspective ?

Arlette Saint Avit : « Ce projet de loi ne vise qu'une seule chose : créer les conditions d'une augmentation des profits sur le dos des travailleurs de la Poste et des usagers pour le seul bénéfice de quelques actionnaires et cela au détriment de la qualité de service et des conditions de travail. Le gouvernement privatise les profits et indemnise les banques et les gros patrons avec les fonds publics. Le baratin sur le fait de privatiser avec des fonds publics a déjà été utilisé lors des privatisations ou « ouvertures de capitaux » à EDF-GDF, Air France, France Télécom... L'actualité nous rappelle tous les jours que ces promesses n'ont pas été respectées. Pourquoi cela serait différent avec la Poste ?



MAG : affectée par la crise et la baisse du volume du courrier, la Direction de la Poste parle de nécessaire modernisation en raison de la libéralisation totale du courrier en 2011. Comment recevez-vous cette orientation ?

Arlette Saint Avit : « Rien n'oblige au changement de statut, pas même la directive européenne. Dans les années 70, il a déjà été question de modernisation et de privatisation de la Poste. Mais une grande grève des postiers a réussi à faire reculer le gouvernement. La modernisation à ce jour, c'est 52 000 suppressions d'emplois à la Poste depuis 2002, 7 600 dans les 6 derniers mois. Pour nous la modernisation passe par des créations d'emplois et des augmentations du salaire.

MAG : et sur Montreuil, comment ça se passe ?

Arlette Saint Avit : « La direction baptise les restructurations de noms ridicules. En ce moment, au service distribution où je travaille, nous sommes organisés depuis le mois de février en « Facteur d'Avenir ». Dans le redécoupage de la ville nous avons perdu 3 quartiers. Déjà en 2004, nous en avons perdu 7 en passant au régime de travail 6 jours sur 7 avec 3 jours de repos toutes les 4 semaines.

Rien n'oblige au changement de statut, pas même la directive européenne. Dans les années 70, il a déjà été question de [...] privatisation de la Poste. Mais une grande grève des postiers a réussi à faire reculer le gouvernement.

Sous prétexte de travailler 13 minutes de moins par jour, nous avons une amputation de 12 jours de repos par an. Malgré la baisse des quartiers, il faut distribuer le courrier avec moins d'agents. Cela fait un an que les postes de 9 titulaires partis à la retraite ou mutés n'ont pas été remplacés. Et la direction menace de licencier les contractuels qui n'acceptent pas de pratiquer la « sécabilité », c'est-à-dire emporter un morceau d'un autre quartier et pas payé en plus bien-sûr ! Voilà pourquoi, des quartiers peuvent rester parfois 2 à 3 jours sans distribution de courrier.

MAG : le 3 Octobre s'organise dans tout le pays une « votation » concernant le changement de statut qui doit venir en discussion à l'Assemblée Nationale. Qu'attendez-vous de cette initiative ?

Arlette Saint Avit : « Cette consultation doit permettre aux usagers de se prononcer sur ce qu'ils souhaitent pour ce service public qu'ils utilisent quotidiennement et qui est souvent le seul lien social des personnes isolées en zone rurale comme urbaine. Mais nous ne pourrions sûrement pas faire l'économie d'une lutte pour préserver les services publics qu'il s'agisse de la Poste, de l'Education ou de la Santé.